

## LE MOT du PRESIDENT

JANVIER – MARS 2021

Chers Collègues, Mesdames et Messieurs les élus,

Ce début d'année 2021 est une nouvelle fois fortement marqué par les impacts de la crise sanitaire pour nos concitoyens et nos collectivités. Je sais votre mobilisation pour soutenir vos populations durement affectées et les moyens mis en œuvre. L'ANEL avait relayé les impacts des mesures sanitaires sur les finances locales des collectivités littorales auprès du député Jean-René Cazeneuve en mai dernier, et a souhaité actualiser les données, comme décidé lors du conseil d'administration du 17 décembre 2020. Je remercie ceux qui ont répondu à la 2<sup>ème</sup> enquête réalisée par notre association et vous assure du relai apporté pour faire valoir les spécificités de nos collectivités littorales touristiques auprès du cabinet de Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, afin d'assurer leur prise en compte dans les dispositifs d'aides. Avec les présidents de l'ANETT et de l'ANEM, j'ai aussi souhaité adresser aux parlementaires, un courrier de soutien à la filière tourisme en date du 12 mars. La relance du tourisme est un enjeu essentiel pour maintenir le dynamisme de nos collectivités, en métropole et outre-mer.

Vous le savez, Anne-Sophie Leclere a pris ses fonctions de déléguée générale de l'ANEL depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 et succède ainsi à Christine Lair, qui occupait ce poste depuis 2005. Je vous remercie de l'accueil que vous lui avez réservé et de vos nombreux messages de soutien renouvelé pour poursuivre le travail mené sur nos dossiers, au cœur d'une actualité parlementaire particulièrement riche.

Nous travaillons en lien avec les cabinets ministériels sur l'article 58 du chapitre V « adapter les territoires aux effets du dérèglement climatique » du projet de loi Climat et Résilience. A ce titre, j'ai adressé un courrier à l'ensemble des députés du groupe Mer et Littoral de l'Assemblée nationale en date du 8 mars 2021 rappelant nos attentes fortes pour des solutions financières et législatives permettant réellement d'anticiper les impacts de l'érosion côtière sur nos territoires. En amont du débat parlementaire qui débutera le 29 mars, j'ai également tenu à adresser un courrier à Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique. Vous pouvez compter sur mon soutien et la mobilisation de mes collègues parlementaires pour défendre nos préoccupations dans le cadre du débat qui se poursuivra au Sénat.

Nous sommes également en veille active sur le projet de loi 4D très attendu pour répondre aux enjeux de décentralisation et de territorialisation des mesures afin de mieux adapter la règle nationale aux spécificités locales. Cette question avait largement été débattue lors de nos dernières JNE, en particulier à l'occasion de l'intervention du président du Sénat, Gérard Larcher, et relayée dans la motion qui a suivi nos travaux. L'ANEL a rappelé cette attente forte des élus dans un courrier en réponse à la mission d'information relative à la dimension territoriale de la crise sanitaire, présidée par le sénateur Bernard Jomier. La capacité d'innovation de nos communes dans la gestion de la réouverture des plages pour la saison 2020 est un parfait exemple de l'efficacité de notre action, en toute responsabilité, lorsque la liberté nous est laissée.

En tant que président de la commission des affaires européennes du Sénat, je reste mobilisé sur la question des négociations des quotas de pêches dans le cadre du Brexit et j'alerte la Ministre de la mer, Annick Girardin, pour soutenir l'avenir des pêcheurs sur nos façades maritimes. Maintenir et valoriser leurs métiers est essentiel pour la vitalité et la diversité de nos ports et littoraux.

Enfin, je vous remercie de votre fidélité car c'est grâce à l'adhésion et à la mobilisation du plus grand nombre de collectivités littorales de tous les niveaux que nous pourrons poursuivre ensemble les actions en faveur de la défense et de la valorisation des spécificités de nos territoires.

Bien cordialement

Jean-François Rapin  
Sénateur du Pas-de-Calais  
Président de la Commission des Affaires européennes du Sénat  
Conseiller régional des Hauts-de-France



### • **Communiqué de presse - Anne-Sophie Leclere nommée déléguée générale de l'ANEL**

*1er mars 2021*

Christine Lair quitte ses fonctions de déléguée générale et est remplacée le 1er mars par Anne-Sophie Leclere. Retrouvez le [communiqué de presse](#).

### • **Réunion du Conseil d'administration de l'ANEL**

*1er avril 2021*

54 membres du CA de l'ANEL se sont réunis sous la présidence de Jean-François Rapin, sénateur du Pas-de-Calais, président de la commission des affaires européennes du Sénat, conseiller régional des Hauts-de-France. De nombreux points à l'ordre du jour, dont notamment :

- le projet de loi Climat et Résilience débattu en 1<sup>ère</sup> lecture à l'Assemblée nationale, qui prévoit des mesures relatives à l'érosion côtière ainsi qu'à l'artificialisation des sols
- le projet de loi 4D dont l'examen est à venir, qui comprendra des dispositions importantes pour les collectivités, en termes de décentralisation, mais également des articles relatifs à l'évolution de l'application de la loi SRU, l'Outre-mer ou encore des perspectives d'évolution du statut du CEREMA.

### • **Intégration des mesures relatives à l'érosion côtière dans le projet de loi Climat**

Pour préparer les débats et dans la suite des échanges à l'occasion des JNE de Saint-Valéry-sur-Somme, l'ANEL travaille en lien avec les cabinets de la ministre Jacqueline Gourault et de Barbara Pompili sur l'article 58 du chapitre V « adapter les territoires aux effets du dérèglement climatique » et l'article 55 sur l'artificialisation des sols. Les attentes fortes et préoccupations des élus de l'ANEL sur les besoins de financement, la nécessité de reconnaître les stratégies locales de gestion de l'érosion côtière déjà existantes, ainsi que les craintes face aux risques contentieux pour les maires confrontés à la réalisation de cartographies de ces aléas qui conduiront à des décotes sur la valeur des biens, ont été rappelées dans un courrier adressé aux députés du groupe mer et littoral de l'Assemblée nationale avant le passage du texte en commission spéciale, ainsi qu'à Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique. [Pour plus d'informations](#).

### • **Dix collectivités retenues dans le cadre de la 2ème session de l'Appel à partenaires ANEL-CEREMA**

*16 mars 2021*

Après une première session en juillet 2020 et une seconde en décembre, 19 collectivités au total ont été retenues dans le cadre de l'appel à partenaires ANEL-Cerema. [Retrouvez le communiqué de presse](#). A noter que l'ANEL et le CEREMA ont fait le premier bilan de leur partenariat le 17 mars 2021, en visioconférence. Un séminaire de lancement de cet appel à projet avec les 19 collectivités engagées est envisagé avant l'été, afin de créer de la synergie et mettre en commun les pistes de réflexions.

### • **2<sup>ème</sup> enquête sur les impacts des mesures sanitaires sur les finances locales des collectivités littorales**

A la demande du président Jean-François Rapin, une quinzaine de collectivités ont répondu au questionnaire adressé pour évaluer les impacts de la crise sanitaire sur les finances locales des collectivités littorales, à la suite d'une 1<sup>ère</sup> enquête qui avait été lancée en mai 2020 et qui avaient alimenté le rapport du député Jean-René Cazeneuve. L'ANEL a pu partager ces retours dans le cadre de réunions à l'invitation du cabinet de la ministre Jacqueline Gourault le 5 mars. De nouvelles réunions sont annoncées en avril et mai pour disposer d'analyse plus poussées sur les comptes définitifs 2020 des collectivités, en fonction non pas seulement de leur strate mais de la sensibilité de leurs recettes à la crise COVID (par ex. recettes de casino ou octroi du droit de mer pour la Corse et l'outre-mer...). Il s'agit de cerner les cas particuliers afin de pouvoir proposer des dispositifs d'aides mieux ciblés. La situation actuelle oblige également à repenser le cadre avec un impact budgétaire qui se prolonge en 2021 pour nos collectivités...

## • Comité de Filière Tourisme

*En visioconférence, les 13 janvier 2021, le 2 mars et le 16 mars 2021*

A l'invitation du secrétaire d'Etat chargé du tourisme Jean-Baptiste Lemoyne, l'ANEL (représentée par Gérard Ruiz et Anne-Sophie Leclère), a participé au comité de filière tourisme pour y défendre la nécessaire territorialisation des mesures et demander des précisions sur les dispositions envisagées pour la gestion des plages, en anticipation de la saison touristique à venir, qui débute au printemps.

## • Les présidents des associations d'élus ANETT, ANEL et ANEM apportent leur soutien à la filière du tourisme

*12 mars 2021*

Les présidents des associations d'élus ANETT, ANEL et ANEM ont [adressé un courrier](#) à l'ensemble des parlementaires pour témoigner de leur soutien à la filière du tourisme fragilisée par la crise sanitaire mais qui dispose de tous les atouts pour participer à la relance et dynamiser les territoires. La relance du tourisme est un enjeu essentiel pour nos collectivités, en métropole et outre-mer et sera au cœur des préoccupations de l'ANEL.

## • L'ANEL signe la feuille de route sur les meublés de tourisme

*5 février 2021*

A l'invitation d'Emmanuelle Wargon, ministre déléguée au logement, l'ANEL a signé le 5 février 2021 une feuille de route sur les meublés de tourisme, aux côtés de 6 associations de collectivités territoriales et de 30 collectivités. L'objectif est de limiter l'impact du développement des meublés de tourisme sur l'offre de logements permanents, en demandant plus de transparence aux plateformes de location en ligne et en mutualisant les données. Yannick Moreau, maire des Sables d'Olonne, président délégué de l'ANEL, président des Sables d'Olonne Agglomération, a participé à une réunion à l'invitation de la ministre, le 23 mars.

## • Réunion du Conseil national de la Mer et des Littoraux

*29 mars 2021*

Le Conseil national de la Mer et des Littoraux (CNML) s'est réuni à l'invitation de la ministre de la Mer Annick Girardin le 29 mars 2021 pour renouveler ses instances. A cette occasion, Sophie Panonacle, députée de la Gironde et membre de l'ANEL, a été élue présidente du Bureau du CNML, succédant ainsi à Karine Claireaux. Le président de l'ANEL est membre de droit de ce bureau qui compte 17 membres, dont 7 pour le collège des élus.

## • Réunion plénière du Comité France Maritime

*18 février 2021*

L'ANEL était représentée par Yannick Moreau, président délégué, maire des Sables d'Olonne et président des Sables d'Olonne Agglomération. La réunion portait notamment sur la mise en œuvre du volet maritime du plan de relance. A noter que ce volet maritime comprend une action sur le Sentier du littoral, « *France vue sur mer* », portée par la Ministre de la Mer, Annick Girardin, qui en avait fait l'annonce lors de nos dernières JNE à Saint-Valéry-sur Somme.

## • L'expertise internationale de l'ANEL valorisée par le label EXPE-CT

*4 février 2021*

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a renouvelé le label « Expertise internationale des Collectivités Territoriales » attribué à l'ANEL pour la reconnaissance de son expertise sur l'érosion côtière et la gestion du littoral. Nous poursuivrons nos actions de coopération au travers de démarches engagées avec le Cameroun et de récents contacts pris par l'Ambassade de France au Mexique.

## • L'ANEL auditionnée sur la culture du risque

*18 février 2021*

Jean-Louis Leonard, président délégué de l'ANEL, ancien maire de Châtelailon-Plage, a représenté l'ANEL dans le cadre de la mission *portant sur la transparence, l'information et la participation de tous à la gestion des risques majeurs, technologiques ou naturels*, confiée par la ministre Barbara Pompili à Fred Courant, ancien animateur de l'émission *C'est pas sorcier*.

- **L'ANEL soutient la 3<sup>ème</sup> édition de la Fête de la Mer et des Littoraux**

*8-11 juillet 2021*

Le président Jean-François Rapin apporte son soutien pour la 3<sup>ème</sup> édition de la Fête de la Mer et des Littoraux, qui se déroulera du 8 au 11 juillet 2021 sur l'ensemble des territoires littoraux de l'Hexagone et des Outre-mer. A l'initiative de Sophie Panonacle, députée de Gironde, cette fête vise à faire découvrir et valoriser notre patrimoine marin et littoral, mais aussi sensibiliser les concitoyens à sa protection. Pour en savoir plus et/ou inscrire votre évènement, retrouver toutes les informations sur le [site dédié](#).

- **Audition de l'ANEL par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable**

*3 mars 2021*

Dans le cadre de la mission interministérielle relative au rôle du CEREMA en matière d'appui aux collectivités territoriales, le CGEDD a auditionné le président et la déléguée générale de l'ANEL sur le partenariat de l'association avec le CEREMA.

- **L'ANEL représentée aux 2<sup>ème</sup> Webrencontres du DLAL FEAMP**

*30 mars 2021*

Robert Crauste, secrétaire général de l'ANEL, maire du Grau-du-Roi et président de la communauté de communes Terres de Camargue, est intervenu en introduction de ces Webrencontres et a rappelé le rôle des élus locaux et le besoin de consolider le travail des Groupe d'Action Locale Pêche Aquaculture (GALPA).

- **Réunion plénière du Comité national de la Biodiversité**

*30 mars 2021*

Anne-Sophie Leclere a participé à cette réunion, qui s'est tenue en présence de Mme Bérandère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique, chargée de la biodiversité. L'ordre du jour portait notamment sur le projet d'avis relatif à l'évaluation de la Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020 et aux recommandations pour la nouvelle Stratégie nationale pour la biodiversité 2021-2030.

- **Réunion du Comité national de l'Eau**

*16 mars 2021*

Anne-Sophie Leclere a participé à cette réunion, qui s'est tenue sous la présidence de Jean Launay, ancien député, qui préside cette instance depuis 2012. L'ordre du jour portait notamment sur l'actualité réglementaire et législative ainsi que sur le fonctionnement du CNE.

## L'actualité ENVIRONNEMENT & LITTORAL

- **L'ANEL soutient l'initiative « France Vue sur Mer » du Ministère de la Mer**

Annoncée lors des Journées nationales d'Etudes de l'ANEL à Saint-Valéry-sur-Somme et lancée le 4 mars par Annick Girardin, ministre de la Mer, Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, et Bérandère Abba, secrétaire d'État chargée de la biodiversité, l'initiative *France vue sur mer* a pour objectif d'améliorer la qualité et l'attractivité du sentier du littoral, en augmentant les moyens consacrés aux opérations de création de portions de sentier et de restauration. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan de relance, avec une enveloppe initiale de 5 millions d'euros. De nombreux dossiers sont déjà déposés. Pour plus d'informations, retrouver toutes les informations sur le [site dédié](#).

- **L'ANEL est partenaire du projet Sea'Ties de la Plateforme Océan & Climat**

La Plateforme Océan et Climat a lancé le projet Sea'Ties qui vise à accompagner les territoires dans l'identification de solutions d'adaptation aux impacts du changement climatique, en rassemblant la connaissance scientifique, en identifiant et en analysant les réponses apportées par les villes côtières de différentes régions du monde. Ce projet a été présenté lors de nos Journées nationales d'Etudes 2020 à Saint-Valéry-sur-Somme. Plusieurs collectivités membres de l'ANEL ont déjà contribué à l'enquête. Pour répondre au questionnaire et partager votre expérience, merci de cliquer [sur ce lien](#).

### • Le Comité interministériel de la Mer 2021

*3 février 2021*

Le Comité interministériel de la Mer s'est tenu le 22 janvier 2021 au Havre, sous la présidence du Premier ministre Jean Castex. Retrouvez [les décisions qui y ont été actées](#).

### • Tribune « La mise en œuvre de l'accord avec le Royaume-Uni ne peut souffrir aucune différence de traitement entre les ports européens »

*Le Monde, 21 janvier 2021*

Quatre maires de grands ports français, Frédéric Cuvillier, maire de Boulogne-sur-Mer, Edouard Philippe, maire du Havre, Patrick Vergriete, maire de Dunkerque, Natacha Bouchart, maire de Calais ; et Pascal Canfin, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen, ont signé une tribune dans le Monde le 21 janvier 2021 pour alerter sur les risques environnementaux et sanitaires que ferait porter l'absence d'un contrôle européen coordonné des produits venant du Royaume-Uni.

### • L'ANEL félicite tous les marins de cette édition du Vendée Globe, sous le signe de la solidarité.

25 finalistes ont achevé leur tour du Monde. Les arrivées se sont échelonnées du 28 janvier 2021 au 5 mars 2021. Malgré le contexte sanitaire, la popularité de la course ne s'est pas démentie. Prochain rendez-vous en 2025.

### • Le ministère de la Mer lance le Fontenoy du Maritime

*Mer et Marine, 12 février 2021*

Initié par la ministre de la Mer, le "Fontenoy du maritime" vise à dynamiser le pavillon français dans une vision post-Covid et post-Brexit. Cette démarche fondée sur la concertation entre les acteurs de la filière doit aboutir à un accord de compétitivité au printemps 2021. Retrouvez le questionnaire [en ligne](#).

## L'actualité PÊCHE ET AQUACULTURE

### • Accord sur le Brexit : ce qui change pour les pêcheurs français

*5 janvier 2021*

A partir du 1er janvier 2021, l'accord trouvé entre l'Union européenne et le Royaume-Uni détermine les règles applicables aux relations entre le Royaume-Uni et l'Union dans un certain nombre de domaines. A noter que la ministre Annick Girardin a rencontré à ses homologues à Bruxelles le 23 mars. Les quotas négociés s'appliqueront pour les pêcheurs européens jusqu'à fin juillet. Retrouvez sur le site du Ministère de la Mer [ce qui change pour les pêcheurs français](#).

### • Jean-François RAPIN interpelle la ministre sur le retard des licences de pêche pour la zone des 6-12 milles marins

*20 janvier 2021*

Le président de l'ANEL, sénateur du Pas-de-Calais, président de la commission des Affaires européennes au Sénat a interpellé lors de la séance publique le 20 janvier 2021, Annick GIRARDIN, ministre de la Mer, sur le retard des licences de pêche pour la zone des 6-12 milles marins.

### • Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne, nommé rapporteur sur la réserve Brexit au Comité européen des Régions

*Ouest France, 22 janvier 2021*

Le Comité européen des Régions a désigné le président du conseil régional de Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, rapporteur sur la Réserve d'ajustement au Brexit, au sein du comité européen des Régions. Il est « chargé de rédiger un avis pour l'ensemble des collectivités européennes qu'il présentera en session plénière du Comité des Régions les 17 et 18 mars ».

### • Maurice Gironcel, nouveau président d'Interco'Outre-mer

Le président de l'ANEL Jean-François Rapin félicite Maurice Gironcel, président de la CINOR, maire de Sainte-Suzanne à La Réunion, qui succède à Mikidache Houmadi au poste de président d'Interco'Outre-mer. La coopération entre nos associations fait partie de nos richesses communes.

### • Plan de relance en Outre-mer : le montant prévu d'1,5 milliard d'euros revu à la hausse

*Localtis, le 28 janvier 2021*

L'enveloppe dédiée au plan de relance en outre-mer dépasse les 1,5 milliard d'euros prévus initialement par le gouvernement. La déclinaison territoriale s'engage, avec la signature mi-décembre de l'accord entre l'État et la Guadeloupe. D'autres accords, dont celui de La Réunion, de la Martinique et de la Guyane, devraient suivre d'ici mi-février.

### • Gestion de l'eau en Guadeloupe : adoption définitive de la proposition de loi au Parlement

*Localtis, le 20 avril 2021*

L'Assemblée nationale a définitivement adopté ce 15 avril la proposition de loi validant la création d'un syndicat mixte unique de gestion de l'eau en Guadeloupe, qui avait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire le 23 mars. Le gouvernement a encouragé cette nouvelle organisation pour permettre aux usagers guadeloupéens de retrouver un accès régulier à l'eau potable après des décennies de coupures.

### • Lancement du Plan Chlordécone IV

*Ministère des Outre-mer, le 24 février 2021*

Le Gouvernement lance le Plan Chlordécone IV pour la période 2021–2027. Ce plan a pour ambition de protéger les populations contre cette pollution environnementale persistante et de prendre en charge ses impacts qu'ils soient sanitaires, environnementaux ou économiques.

A ce sujet, retrouvez l'émission « [Chlordécone : une réparation impossible ?](#) » sur France Culture, en date du 7 avril 2021.

### • Premier bilan pour le plan logement Outre-mer

*Localtis, 23 mars 2021*

Dans un communiqué du 22 mars 2021, le ministère du Logement rend compte de la réunion du comité de suivi du plan, qui s'est tenue le 18 mars et qui a permis de dresser un bilan de la première année de mise en œuvre. Malgré les retards imputables à la crise sanitaire, 8.100 logements sociaux ont été construits ou réhabilités en 2020 dans les Outre-mer, grâce à un "investissement massif de l'État de 215 millions d'euros". Ces investissements ont également participé au soutien des filières du BTP et de l'économie locales.

## AGENDA

### Pour consulter l'intégralité de l'agenda, rendez-vous sur :

- Le site de l'ANEL : [www.anel.asso.fr](http://www.anel.asso.fr)
- Twitter : @anel\_asso